

La France appelle à des élections inclusives de 2015 au Burundi

PANA, 08 juillet 2014 Bujumbura, Burundi - Le président du groupe d'amitié parlementaire avec le Burundi, et député socialiste à l'Assemblée nationale française, Jean René Marsac (photo), a appelé, mardi, à des élections inclusives toutes les sensibilités politiques lors des prochaines élections générales de 2015 qui suscitent déjà des passions et inquiétudes au Burundi et à l'extérieur du pays. M. Marsac était arrivé dans le pays pour représenter la France aux festivités marquant le 52^{ème} anniversaire de l'indépendance nationale du 1er juillet. Depuis, il a prolongé la mission pour mener des contacts tous azimuts avec les différents acteurs politiques du pays à propos des préparatifs électoraux de 2015, a-t-il expliqué, lundi, à sa sortie d'une audience chez le chef de l'Etat burundais.

Avec le président Pierre Nkurunziza, "nous avons souhaité que les prochaines élections soient libres, apaisées, transparentes et inclusives", a-t-il déclaré en substance, avant d'indiquer qu'il avait reçu des assurances de son interlocuteur que tel allait être le cas. Le président Nkurunziza avait profité de la tribune du 52^{ème} anniversaire de l'indépendance nationale pour déclarer haut et fort que les élections de 2015 allaient être les "meilleures" de tous les temps au Burundi, rappelle-t-on. Les élections de 2015 continuent néanmoins de susciter des craintes, surtout en ce qui est de l'instrumentalisation de jeunes de partis, de l'intolérance et des restrictions à la liberté de mouvement de plaignent surtout les leaders de l'opposition extraparlamentaire. Le député français en a profité pour lancer un appel pressant, particulièrement aux jeunes Burundais affiliés aux différents partis politiques pour qu'ils évitent les violences liées aux élections et se battent plutôt pacifiquement pour la compétition des projets de société et des idées. Sur le plan politique et économique, la voix de la France est respectée et écoutée au Burundi où elle passe pour être l'un des principaux bailleurs de fonds bilatéraux de toute l'Union européenne. La France est encore influente culturellement au Burundi où le français se consolide plutôt en tant que langue officielle dans les différents secteurs de la vie nationale, pendant qu'ailleurs, comme au Rwanda voisin et émergent, les autorités ont fini par renoncer à la Francophonie pour rallier, avec armes et bagages, le Commonwealth plus anglophone. La France peut encore compter sur le grand francophone de la sous-région des Grands Lacs, la République démocratique du Congo, pour maintenir son influence culturelle à travers la "langue de Molière".